

PERRIN

Michel Taillefer

**Vivre à  
Toulouse sous  
l'Ancien Régime**

COLLECTION DIRIGÉE PAR GUY CHAUSSINAND-NOGARET

DANS LA MÊME COLLECTION

Françoise Bayard, *Vivre à Lyon sous l'Ancien Régime.*

François-Xavier Emmanuelli, *Vivre à Marseille sous l'Ancien Régime.*

Philippe Guignet, *Vivre à Lille sous l'Ancien Régime.*

Paul Butel, *Vivre à Bordeaux sous l'Ancien Régime.*

## Collection

## VIVRE SOUS L'ANCIEN RÉGIME

Cette nouvelle collection consacrée aux villes de France sous l'Ancien Régime propose une exploration au cœur des sociétés urbaines : la vie familière mais aussi l'analyse éthologique des comportements; les travaux et les jours, mais encore les structures, démographie, sociologie, économie; les élites et le peuple, les beaux quartiers, les faubourgs; la vie associative et culturelle et, dans une période historique qui flirte avec le sacré, les croyances, les superstitions, parfois les fureurs fanatiques.

Chaque cité a une identité, une distinction, une cohérence, en un mot un tempérament irréductible à tout autre. Ses caractères originaux s'inscrivent dans sa géographie, son urbanisme, son architecture; surtout dans l'idiosyncrasie de ceux qui vivent dans ses murs, à l'ombre de ses clochers, dans le tumulte de son agora, au rythme de ses prospérités et de ses crises, alanguis parfois par l'indolence ou stimulés par les passions, l'appât du gain et du plaisir, la ferveur religieuse ou la fièvre de l'intolérance.

Préoccupation première donc : les hommes. Derrière les boutiques, les fenêtres des immeubles, les façades prestigieuses des capitales et des beffrois consulaires, ce sont des femmes et des hommes qui vivent, travaillent, se réjouissent et souffrent, prient et meurent. Mais la civilisation urbaine est le lieu privilégié du mouvement, des évolutions, des progrès; là se concentrent aussi les mécontentements et parfois les fureurs.

Manifestations triviales et scurriles ou abysses des psychologies citadines, c'est le spectacle de la ville, avec ses traits universels et ses idiotismes, que ces monographies érudites des spécialistes, mais sans tomber dans le péché des esquisses futiles qui titillent le palais sans satisfaire l'appétit.

Guy CHAUSSINAND-NOGARET.



VIVRE À TOULOUSE  
SOUS L'ANCIEN RÉGIME

DL- 06.04.2000

14494

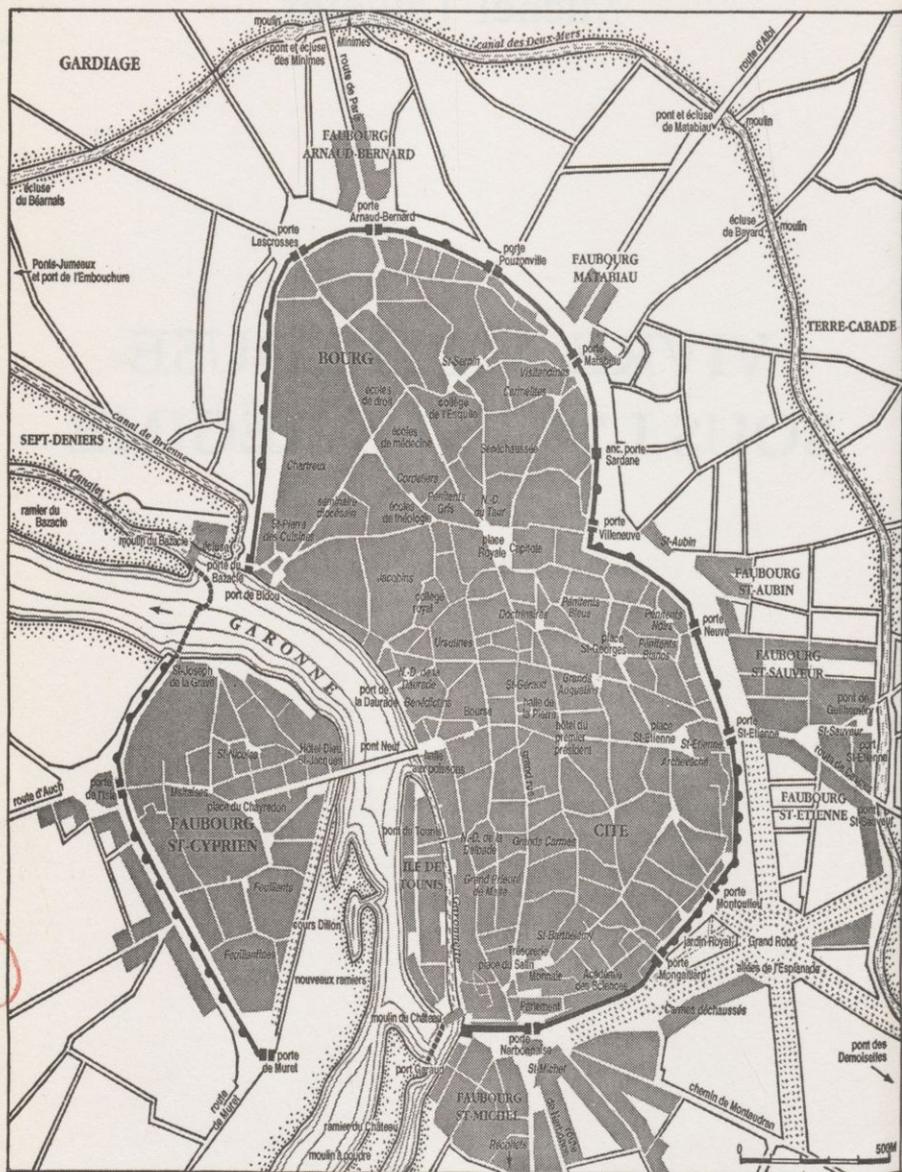
VIVRE À TOULOUSE  
SOUS L'ANCIEN RÉGIME

Michel Taillefer

VIVRE À TOULOUSE  
SOUS L'ANCIEN RÉGIME



PERRIN



Toulouse vers 1775, d'après le Plan de la ville et des faubourgs de Toulouse gravé par Nicolas Chalmandrier, 1774. (Laboratoire de cartographie du Centre Ausonius, université de Bordeaux III.)

## Introduction

La vie de tous les jours est passionnante, et plus elle est quotidienne, plus elle est passionnante.

Philippe ARIÈS

On ne trouvera pas dans les pages qui suivent une histoire événementielle de Toulouse sous l'Ancien Régime, histoire qui s'appauvrit considérablement dès la fin du xvi<sup>e</sup> siècle et se tarit au milieu du siècle suivant. Les guerres de Religion, au cours desquelles la capitale du Languedoc embrassa fermement la cause de l'orthodoxie catholique, expulsant et massacrant ses protestants (1562, 1572) et n'hésitant pas à se soustraire à l'autorité du roi de France (1589), furent pour elle la dernière occasion de peser de manière significative sur le destin du royaume. Son ralliement contraint à Henri IV (1596) marque le début d'un effacement progressif de la scène nationale. Elle ne participe pas à la révolte du duc de Montmorency (1632), et à la différence de Bordeaux se tient à l'écart de la Fronde (1648-1653). Épargnée par les soulèvements populaires, fréquents au xvii<sup>e</sup> siècle dans les villes méridionales, elle doit à sa situation géographique d'être préservée des hasards et des malheurs de la guerre. Après le double passage de Louis XIV, dernier souverain qui lui ait rendu visite (1659, 1660), on peut dire, avec Bartolomé Benassar, que « Toulouse est désormais sans histoire ».

Une ville sans histoire offre pourtant à l'historien une riche matière si, plutôt qu'aux événements plus ou moins spectaculaires qui s'y déroulent épisodiquement, il s'intéresse aux structures profondes et durables de sa population, de son économie, de sa société, de son organisation administrative, ou

encore, comme nous allons le faire ici, à la vie quotidienne de la masse de ses habitants. Restituer l'environnement physique des Toulousains de l'époque moderne, le paysage urbain qu'ils ont eu sous les yeux, l'agencement, l'ameublement et le décor des logements qu'ils occupaient ; identifier les objets usuels dont ils étaient entourés et dont ils se servaient couramment ; décrire leur façon de se nourrir, de se vêtir, de prendre soin de leur corps, de se soigner quand ils étaient malades ; retrouver leurs gestes au travail et leurs modes de loisirs ; repérer leurs pratiques de sociabilité, les relations qu'ils entretenaient avec leurs parents, leurs voisins, leurs amis, leurs concitoyens et les étrangers ; appréhender leurs attitudes devant la vie, la mort et l'au-delà ; mesurer leur niveau d'éducation et cerner les formes de leur culture ; bref tenter de saisir concrètement comment ont vécu, au jour le jour, les hommes et les femmes ordinaires d'une grande ville de province entre la fin du Moyen Âge et la Révolution française : tel est le projet que nous nous sommes assigné, avec l'espoir de combler une lacune de l'historiographie toulousaine.

De multiples notations sur la civilisation matérielle et les diverses facettes du quotidien se rencontrent certes dans les histoires générales de la ville, celle d'Henri Ramet parue en 1935 ou celle dirigée par Philippe Wolff en 1974, dans l'*Évocation du vieux Toulouse* magistralement brossée en 1960 par Robert Mesuret, et dans maints ouvrages anciens ou récents traitant de thèmes spécifiques, mais il n'en existe aucun tableau d'ensemble. Or, depuis une trentaine d'années, l'approche de ce domaine — celui des « choses banales », qui ont aussi leur histoire — a été profondément renouvelée. Plusieurs thèses de doctorat, soutenues par des universitaires français et étrangers, ont exploré de vastes pans de l'histoire économique, sociale, institutionnelle, religieuse et culturelle de la cité et apportent de précieux éclairages sur le vécu de ses habitants, une mention spéciale devant être faite de l'œuvre encore inédite de Jean-Luc Laffont, *Policer la ville. Toulouse, capitale provinciale au siècle des Lumières*, qui regorge d'informations neuves et d'aperçus pénétrants sur la vie collective des Toulousains au XVIII<sup>e</sup> siècle. De nombreux mémoires de maîtrise d'histoire et d'histoire de l'art, présentés par des étudiants de l'Université de Toulouse-Le Mirail, abordent également des aspects du passé de la ville se

rapportant à la vie quotidienne. Le moment est donc venu, nous semble-t-il, d'essayer de synthétiser les acquis de tant d'études dispersées, dont beaucoup ne sont pas imprimées et restent par conséquent inaccessibles au grand public.

Gardons-nous cependant de dissimuler les limites de l'entreprise. En dépit du foisonnement des recherches sur lesquelles nous nous sommes appuyé, elles ne couvrent pas la totalité de notre champ d'investigation et sur bien des points mériteraient d'être approfondies et précisées. Celles qui ont été consacrées au cadre de vie de plusieurs catégories sociales, à partir des inventaires après décès qui permettent de pénétrer, sur les pas des notaires, à l'intérieur des habitations dont ils décrivent minutieusement l'équipement et le mobilier, ne concernent guère que le xviii<sup>e</sup> siècle. En raison de la difficulté de lecture des écritures du xvi<sup>e</sup> siècle, qui rebute beaucoup d'étudiants et même de chercheurs confirmés, cette époque qui a pourtant laissé de copieuses archives demeure moins bien connue que les suivantes. Ce déséquilibre est également lié à la nature de la documentation, plusieurs catégories de sources, parmi les plus fructueuses pour notre sujet, n'apparaissant ou n'étant disponibles que vers la fin de la période. Les registres paroissiaux de baptêmes, mariages et sépultures, indispensables à la reconstitution du régime démographique, ne sont bien conservés qu'à partir du dernier tiers du xvii<sup>e</sup> siècle. La série des almanachs toulousains, où abondent renseignements et indications pratiques, ne débute qu'en 1722, et le plus complet et détaillé d'entre eux, l'*Almanach historique de la ville de Toulouse*, n'a été lancé par le libraire Jean-Florent Baour qu'en 1780. Il faut attendre 1759 pour que soit fondé le premier journal local dont le titre, *Annonces, affiches et avis divers* (devenu plus tard *Affiches de Toulouse et du Haut-Languedoc*), rappelle qu'il comporte une substantielle rubrique de petites annonces où se reflètent les activités journalières de ses lecteurs. La connaissance du xviii<sup>e</sup> siècle toulousain bénéficie en outre de l'existence d'un document exceptionnel et sans équivalent auparavant : la chronique régulièrement tenue de 1737 à 1780 par un petit bourgeois lettré qui était aussi un incorrigible badaud, observateur passionné des faits et gestes de ses contemporains, le maître répétiteur Pierre Barthès, dont *Les heures perdues* constituent un irremplaçable *Recueil des choses dignes d'être trans-*

*mises à la postérité arrivées dans cette ville ou près d'icy* au temps des Lumières. Le portrait collectif des Toulousains de l'Ancien Régime que nous avons voulu esquisser dans ce livre sera donc, par la force des choses, plus fouillé pour la deuxième moitié de la période que pour la première. Non moins inévitablement, il concernera davantage les couches supérieures de la population, riches et cultivées, qui ont laissé de substantiels témoignages de leur vie privilégiée, que les classes populaires, infiniment plus nombreuses mais exclues, par la misère et l'analphabétisme, de la mémoire écrite.

Nos collègues historiens de Toulouse, Jean-Luc Laffont, Jack Thomas et Bruno Tollon, ont bien voulu relire notre texte en cours de rédaction et nous faire part de leurs remarques et de leurs conseils ; qu'ils en soient chaleureusement remerciés. Notre reconnaissance s'adresse aussi à Jean Penent, conservateur du Musée Paul-Dupuy, Gérard Villeval, conservateur du Musée du Vieux-Toulouse, et Laurence Cabrol, responsable du Service de documentation du Musée des Augustins, qui nous ont guidé dans le choix de l'iconographie, ainsi qu'au professeur Jean-Bernard Marquette, directeur du Laboratoire de cartographie historique de l'Université Michel-de-Montaigne de Bordeaux, qui a permis la réalisation du plan de Toulouse reproduit page 8.

## La forme de la ville

De l'aube de la Renaissance à la veille de la Révolution, la forme de Toulouse n'évolua que très lentement, par petites touches successives qui n'en bouleversaient pas la physionomie générale. Elle changea cependant, et un contemporain de François I<sup>er</sup> revenu à la vie sous Louis XVI n'aurait pas manqué d'être frappé par les transformations opérées, sinon au centre de la ville, du moins à sa périphérie. Mais il aurait reconnu sans peine les grands traits du paysage urbain, fixés depuis la fin du Moyen Âge au terme d'une très longue histoire.

### LE PAYSAGE URBAIN ET SES TRANSFORMATIONS

#### *L'héritage antique et médiéval*

L'agglomération toulousaine telle qu'elle se présente au début de l'Ancien Régime résulte de la réunion de trois éléments apparus à des périodes différentes, le premier sous l'Antiquité et les deux autres au Moyen Âge : la Cité, le Bourg et le faubourg Saint-Cyprien.

Toulouse est née au bord de la Garonne, à l'endroit où le fleuve descendu des Pyrénées, infléchissant son cours vers le nord-ouest pour rejoindre l'océan Atlantique, dessine une courbe majestueuse. L'implantation des hommes y a été favorisée par l'existence d'un gué naturel, le Bazacle, et sur la rive droite d'une terrasse protégée des inondations qui ravagent périodiquement la rive gauche, plus basse d'une dizaine de mètres. C'est sur ce site privilégié que le peuple gaulois des

Volques Tectosages, arrivé dans la région vers la fin du troisième siècle avant Jésus-Christ, établit sa capitale — qui n'a pas laissé de traces —, et qu'après que celle-ci fut passée sous la domination de Rome, à la fin du deuxième siècle, s'éleva la ville gallo-romaine qui donnera naissance à la Cité.

Dès le début de notre ère, une enceinte longue de trois kilomètres, percée de trois portes, entoure un espace d'environ quatre-vingt-dix hectares où se rencontrent la plupart des édifices typiques de l'urbanisme romain : un forum, un théâtre, des thermes, plusieurs temples. Mais Toulouse n'a pratiquement rien conservé de cette parure monumentale. A l'exception de quelques tours du rempart, d'ailleurs noyées dans les constructions, les seuls vestiges gallo-romains encore visibles à l'époque moderne se trouvent sur la rive gauche : au faubourg Saint-Cyprien, où subsiste une rangée d'arcades de l'aqueduc dit « de la reine Pédauque » ; et près de Purpan, à quatre kilomètres du centre, où les ruines de l'amphithéâtre ne forment plus que de « grandes mesures ». Dans la ville proprement dite, ce qui reste des monuments antiques est enfoui sous une couche de déblais épaisse de plusieurs mètres et ne refait surface qu'épisodiquement et fugitivement. Au milieu du xvi<sup>e</sup> siècle, la démolition du Château narbonnais, forteresse édifiée par les comtes de Toulouse sur les bases de la porte méridionale de l'enceinte romaine, dégagea un arc triomphal, appartenant au décor de cette porte, dont Antoine Noguier a laissé une représentation dans son *Histoire toulousaine* parue en 1556. En 1613, une rupture de la chaussée du Bazacle fit baisser le niveau de la Garonne d'où émergèrent les ruines d'un « grand temple de marbre blanc » que Guillaume de Catel, qui rapporte l'événement dans ses *Mémoires de l'histoire du Languedoc* publiés en 1633, crut pouvoir identifier au « temple de Pallas ». Mais en temps ordinaire le passé antique de la ville semble aboli, au grand regret de ses habitants férus d'archéologie : « Peut-on voir sans étonnement », déplore en 1777 Jean-François de Montégut dans ses *Recherches sur les antiquités de Toulouse*, « qu'une ville aussi célèbre ait conservé si peu de monuments de son ancienne splendeur ? »

Pourtant, la Cité porte dans sa topographie même l'empreinte de son origine romaine. Le maillage serré de la voirie, au quadrillage plus ou moins régulier, s'ordonne autour des deux axes traditionnels. Du nord au sud, la Grand-Rue for-

mée par les rues Saint-Rome, des Changes, des Filatiers et Pharaon suit approximativement le tracé du *cardo maximus* qui reliait la porte septentrionale, la Porterie, à la porte Narbonnaise ; d'ouest en est, la série de voies conduisant du port de la Daurade à la porte Saint-Étienne reprend l'orientation du *decumanus*. Près de l'intersection de ces artères majeures, la halle de la Pierre, où se tient le plus important marché toulousain, perpétue la vocation commerciale du quartier qui bien des siècles auparavant avait été celui du forum.

De son passé lointain, la Cité a également hérité la concentration sur son territoire des sièges des principaux pouvoirs civils et religieux. La cathédrale et le palais archiépiscopal se trouvent à l'est, près de la porte Saint-Étienne, tandis que les juridictions et administrations royales — le Parlement, la Sénéchaussée, la Viguerie, la Trésorerie, la Monnaie — se pressent au sud, à l'emplacement ou à proximité immédiate du Château narbonnais, résidence des comtes de Toulouse dévolue aux représentants du roi lors du rattachement du comté à la couronne en 1271. Une certaine dispersion s'opère cependant au milieu du *xvi<sup>e</sup>* siècle, avec l'installation de la cour du viguier place de la Daurade, où elle restera jusqu'à sa suppression en 1749, et celle de la cour du sénéchal rue Mirabel (aujourd'hui rue de Rémusat), dans le Bourg.

Vers 250 après Jésus-Christ, le premier évêque chrétien, saint Saturnin ou Sernin, fut martyrisé pour avoir refusé de participer au sacrifice d'un taureau. Attaché à la queue de l'animal et traîné dans les rues jusqu'à l'extérieur de la ville, il avait d'abord été inhumé « au lieu où la corde se rompit », à quelque distance de la porte septentrionale, là où s'élèvera plus tard l'église Notre-Dame du Taur. Au début du *v<sup>e</sup>* siècle, son tombeau fut transféré un peu plus au nord, dans une basilique spécialement construite pour le recevoir. L'essor de son culte et l'afflux des pèlerins entraînèrent l'établissement d'une communauté religieuse pour desservir le sanctuaire et, à la fin du *xi<sup>e</sup>* siècle, la mise en chantier d'un édifice aux dimensions beaucoup plus imposantes. C'est autour de l'abbaye de Saint-Sernin, et secondairement de l'église Saint-Pierre des Cuisines située près du Bazacle, que s'est développé le Bourg, dont les limites furent fixées au milieu du *xii<sup>e</sup>* siècle par la construction d'une nouvelle enceinte. Au siècle suivant, l'implantation des ordres mendiants et de l'Université, installés dans la ville au lendemain de la croisade

albigeoise pour y combattre l'hérésie, confirma l'orientation religieuse et intellectuelle de ce quartier neuf greffé sur la Cité.

Moins étendu que celle-ci (il ne couvre qu'une soixantaine d'hectares), le Bourg présente un parcellaire plus lâche et moins nettement structuré : les *moulons*, îlots délimités par les rues, y sont plus vastes et moins densément peuplés. Ce contraste n'a pas échappé à l'historiographe de la ville Guillaume de La Perrière, qui note en 1544 : « D'autant que vers le Château narbonnais, Saint-Étienne, la Pierre, les Changes, la Daurade, la ville est bien remplie de maisons et d'habitants, d'autant elle est vide et désertée vers le Bourg de Saint-Sernin, Saint-Pierre des Cuisines, Lascrosses et à l'environ. » Les deux parties de la ville n'en forment pas moins un ensemble indissociable, dont l'unité s'exprime par l'emplacement même de la Maison commune : celle-ci fut édifiée à partir de 1190 près de la Porterie, sur l'ancienne muraille romaine désormais caduque, à la jonction de la Cité et du Bourg. L'union des deux noyaux de l'agglomération est également symbolisée par les armoiries de la ville, attestées depuis le début du XIII<sup>e</sup> siècle : de part et d'autre de l'agneau nimbé supportant la croix à douze pommettes (la croix de Toulouse) y figurent, de façon parfaitement symétrique, les images simplifiées du Château narbonnais et de l'église Saint-Sernin.

Bien qu'exposée aux fréquents débordements du fleuve, la rive gauche de la Garonne se peupla à partir du XII<sup>e</sup> siècle, au débouché des ponts et au départ des routes menant vers les Pyrénées et la Gascogne. Dès cette époque, le *barri* de *San Subra*, ou faubourg Saint-Cyprien, disposait d'une église paroissiale, Saint-Nicolas, et abritait plusieurs hôpitaux ; mais ses habitants, dispersés sur une superficie d'environ quarante hectares majoritairement non bâtie, restèrent longtemps peu nombreux.

Il fut pourtant compris, en raison de son importance stratégique, dans le périmètre circonscrit par le rempart unique que la ville, contrainte d'abattre ses fortifications après la guerre albigeoise, fut autorisée à reconstruire en 1346 pour se protéger des troupes anglaises qui occupaient la Guyenne. Englobant ses trois éléments constitutifs, la Cité, le Bourg et le faubourg, la nouvelle enceinte lui confère sa structure trilobée caractéristique, en forme de feuille de trèfle, de cœur ou

d'écusson. Bien visible sur le *Plan de la ville de Tholose* gravé en 1631 par Melchior Tavernier, première représentation d'ensemble où les principaux édifices sont figurés en perspective cavalière, comme sur le *Plan de Tolose divisé en huit capitoulats* réalisé en 1679 par le trésorier de France Jouvin de Rochefort, premier plan topographique moins pittoresque mais plus précis, elle ne sera pas fondamentalement modifiée jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Mais cette stabilité globale de la morphologie urbaine, imposée par la rigidité de la ceinture des remparts qui ne seront détruits qu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, n'exclut pas des transformations significatives, dont le signal fut donné par le « grand incendie » de 1463.

#### *Après le « grand incendie »*

Le 7 mai 1463, vers dix heures du soir, le feu prit dans la maison d'un boulanger dont le four était « mauvais et vicieux », rue Sesquières (aujourd'hui rue Maletache), près du couvent des Carmes. Attisé par un violent vent d'autan, il se propagea rapidement vers le nord-ouest, trouvant une proie facile dans les maisons de bois et de torchis, faisant saillie sur la rue, qui constituaient alors l'essentiel du bâti toulousain, et ne s'arrêta qu'aux quartiers du Taur, des Cordeliers et du Bazacle, aux limites du Bourg. On ignore le nombre des victimes ainsi que la durée exacte du sinistre, sans doute inférieure aux quinze jours auxquels l'évalue Nicolas Bertrand dans son ouvrage *De Tholosanorum gestis* publié en 1515 ; mais l'étendue des dégâts est assez précisément connue. L'incendie détruisit presque totalement les *capitoulats* du Pont-Vieux et de la Daurade et en partie ceux de la Pierre, de la Dalbade et de Saint-Barthélemy, soit plus du quart de la superficie de la Cité. Dans cette zone où se concentraient les activités commerçantes, la plupart des maisons particulières furent entièrement réduites en cendres ; seuls échappèrent aux flammes les rares édifices construits en briques : églises, couvents, quelques tours de maisons fortes. Arrivé à Toulouse le 26 mai, le roi Louis XI, logé à la Trésorerie, eut sous les yeux le spectacle d'une ville au cœur dévasté ; touché par la détresse de ses habitants, il leur accorda une exemption de taille pour cent ans. Mais la reconstruction ne demanda guère qu'un quart de siècle : dès 1488, le pèlerin

flamand Jean de Tournai constate que la ville est « très bien refaite ».

Dans ses *Scaligerana* rédigés une quarantaine d'années plus tard, Joseph-Juste Scaliger s'en émerveille : « Toulouse était bâtie de sapins il y a soixante-dix ans. Le feu s'y prit, il brûla huit cents maisons. Depuis [les Toulousains] ont bâti une ville de briques et de marbre. C'est la plus belle ville de France. Ce sont des palais que ses maisons. » Plus sobrement, l'auteur des *Annales de la ville de Toulouse*, Germain de Lafaille, note en 1687 que « le plus grand embrasement que Toulouse ait jamais connu... fut de quelque avantage pour cette ville, parce que les maisons y furent rebâties avec plus de symétrie et plus d'agrément qu'elles n'étaient auparavant ». Les mesures éditaires prises au lendemain du sinistre par les magistrats municipaux, les *capitouls*, interdisaient en effet les constructions en pans de bois et les encorbellements. Même si elles ne furent appliquées que très progressivement, elles amorcèrent la modernisation de l'architecture civile en encourageant l'abandon du bois et du pisé au profit de la maçonnerie, et annonçaient la transformation de Toulouse en une ville de briques — la future « ville rose ». Par ailleurs, l'incendie a facilité les mutations foncières et permis la constitution de parcelles plus étendues sur lesquelles pourront s'édifier de vastes hôtels particuliers. Opération d'urbanisme involontaire finalement profitable pour la ville, le « grand et mémorable feu de Toulouse » (Bertrand) a donc, au propre comme au figuré, dégagé le terrain sur lequel allait s'épanouir la Renaissance toulousaine.

### *L'éclat de la Renaissance*

Dans les premières années du xvi<sup>e</sup> siècle, au sortir d'une longue période d'épreuves pendant laquelle la guerre étrangère et la guerre civile, les famines, les épidémies de peste et les catastrophes naturelles s'étaient conjuguées pour l'appauvrir et la dépeupler, Toulouse renoue avec la prospérité. Ses activités traditionnelles — l'artisanat du textile et du cuir, la minoterie, le trafic des céréales et des étoffes — reprennent vigueur, mais c'est sur le grand commerce du pastel que repose principalement son dynamisme retrouvé. D'excellente qualité, la teinture bleue obtenue à partir des plantes culti-

vées dans les campagnes environnantes fait prime sur les marchés français et étrangers ; elle permet à quelques puissants hommes d'affaires, rompus aux techniques du négoce international, d'amasser des fortunes considérables, et fait vivre de nombreux travailleurs dont certains, tels les essayeurs, peseurs ou emballeurs de pastel, exercent des professions nouvelles. L'essor de la fonction commerciale, que consacre en 1549 la fondation d'une Bourse des marchands, s'accompagne de l'affirmation de la fonction administrative, qu'incarne le Parlement, le Sénéchal promu en 1552 au rang de Présidial et le Bureau des finances institué l'année précédente. Enfin la fonction intellectuelle, troisième pilier de la prospérité toulousaine, bénéficie d'un rayonnement exceptionnel : plusieurs milliers d'étudiants originaires de tout le royaume et de l'étranger, qu'attire surtout la réputation européenne de sa Faculté de droit, se pressent sur les bancs de l'Université.

Aussi n'est-il pas surprenant qu'« une foule de gens... viennent s'établir à Toulouse », comme le notent en 1549 les capitouls : croissance démographique et croissance économique vont de pair. Une partie des habitants, immigrants récents et gens du peuple chassés du centre par la spéculation immobilière, s'installent à l'extérieur des remparts. Pratiquement abandonnés à la fin du Moyen Âge, les faubourgs s'étendent de nouveau le long des principaux axes routiers : alors que le cadastre de 1478 y mentionne 1 264 maisons, soit 21,2 % du parc immobilier, celui de 1571 en dénombre 2 148, soit 34,8 %. Mais les transformations les plus significatives du paysage urbain concernent la ville *intra muros*. En 1495, le médecin bavarois Jérôme Münzer y avait admiré « de très beaux et nombreux vergers » car, dit-il, « son enceinte est très vaste et à peine la moitié en est peuplée ». Au cours des décennies suivantes, pour loger une population en constante augmentation et satisfaire la soif de prestige de ses éléments les plus fortunés, l'occupation du sol se fait plus dense et la cité vit au rythme d'une intense activité constructive.

Contrairement à ce qui s'était passé au Moyen Âge, l'Église n'en est pas la principale bénéficiaire. Les constructions religieuses sont relativement peu nombreuses et se situent surtout dans les faubourgs, qu'elles contribuent à développer : il s'agit, au nord, du couvent des Minimes, bâti à partir de 1503 sur l'emplacement d'une ancienne chapelle

dédiée à saint Roch, et, au sud, du couvent des Frères mineurs de l'Observance, dont l'église est terminée en 1502, et de l'église Saint-Michel, agrandie en 1553 pour faire face à la croissance du faubourg auquel elle a donné son nom. A l'intérieur des murs, le seul chantier d'envergure est celui de l'église Notre-Dame de la Dalbade, entièrement reconstruite de 1502 à 1556 et dotée du plus haut clocher de la ville. Aucun de ces édifices religieux, de style gothique, ne se signale par sa nouveauté architecturale.

Il n'en va pas de même de la construction civile privée qui connaît, de 1515 à 1560 environ, un véritable âge d'or. La vague de prospérité liée au commerce du pastel a permis l'avènement d'une classe de riches négociants qui investissent une partie de leurs bénéfices dans l'édification de somptueuses demeures où s'affirme leur réussite financière et sociale. Les parlementaires n'entendent pas être en reste et rivalisent avec eux de faste et de magnificence. Les plus beaux hôtels particuliers bâtis durant cette période sont donc dus aussi bien à des marchands pasteliers, comme Jean de Bernuy ou Pierre d'Assézat, qu'à des magistrats comme le premier président Jean de Mansencal ou les présidents Jean d'Ulmo et Jean de Bagis. L'émulation entre les deux groupes dominants du patriciat toulousain favorise l'émergence d'une architecture savante, qui tout en s'adaptant aux traditions locales et aux contraintes de l'utilisation de la brique s'inspire largement de modèles importés d'abord d'Espagne (à l'hôtel de Bernuy, 1502-1533), puis très vite d'Italie, de la vallée de la Loire et de Paris. L'architecture domestique apparaît donc comme le domaine privilégié de la Renaissance toulousaine, celui où elle a produit ses plus remarquables chefs-d'œuvre, celui aussi où se sont exprimés ses meilleurs artistes dont le plus célèbre est le « maître maçon » Nicolas Bachelier, « souverain architecte » (Noguier) et excellent sculpteur, auteur entre autres des plans de l'hôtel de Bagis (1538) et de l'hôtel d'Assézat (1555).

Elle ne doit pourtant pas laisser dans l'ombre les travaux publics, qui sont une autre facette, non moins significative, de l'activité bâtitrice de la Renaissance. Les capitouls font construire l'hôpital Saint-Sébastien (1508-1514) et agrandir l'hôpital Saint-Jacques (1555-1556), reconstruire le pont de Tounis sur la Garonnette (1516-1528), édifier la halle aux Poissons (1552), rénover les auditoires de la Faculté de droit

(1518-1522) et les bâtiments du collège de l'Esquile (1554-1560). Ils se préoccupent également de réaménager et d'embellir la Maison commune, où ils font reconstruire la chapelle (1539) et les prisons (1558), décorer les portes du Grand Consistoire (1539-1552), construire la tour des Archives (1525) et l'arsenal (1557-1559). Mais les entreprises édilitaires les plus spectaculaires concernent la périphérie de la ville et le franchissement de la Garonne.

C'est en effet au cours du premier tiers du *xvi<sup>e</sup>* siècle que les remparts prennent l'aspect définitif qu'ils conserveront jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. De 1509 à 1517 le faubourg Saint-Cyprien, défendu jusque-là par un système rudimentaire de fossés et de palissades, reçoit un mur de maçonnerie flanqué d'une dizaine de tours. En 1525, la menace des troupes impériales qui ont débarqué sur la côte languedocienne conduit le pouvoir royal à ordonner d'importants travaux pour mettre le reste de l'enceinte en état de soutenir un siège et de résister à l'artillerie dont sont désormais dotées les armées. Sous la direction d'ingénieurs venus d'Italie, comme Anchise de Bologne ou Fabricio Siciliano, les maisons adossées aux remparts sont démolies, les murs compris entre la porte Narbonnaise et la porte Montgaillard reconstruits, de puissants bastions ou barbicanes élevés devant les moulins du Château et du Bazacle et les portes de l'Isle, de Muret, Narbonnaise, Montgaillard et Montoulieu.

A cette époque, deux ponts médiévaux permettaient de traverser la Garonne : en amont, le pont Vieux, qui avait succédé au pont-aqueduc antique ; en aval, le pont de la Daurade, appelé aussi pont Couvert parce qu'il était protégé par des cloisons de bois et un toit à double pente couvert de tuiles. Ces deux ouvrages, fréquemment emportés par les inondations, donnaient des signes de décrépitude et furent gravement endommagés par la crue de 1507, qui provoqua l'effondrement d'une des piles du pont de la Daurade. Leur remplacement par un pont plus large et plus solide, capable de supporter un trafic commercial en expansion et aussi le passage de troupes accompagnées de canons, comme le souhaitaient respectivement la municipalité et le gouvernement royal, fut donc décidé. Par lettres patentes du 11 juin 1541, François I<sup>er</sup> autorisa les capitouls à lever une aide annuelle de 20 000 livres sur les diocèses de la région pour construire « un pont de pierre et de brique ». Des sondages effectués

dans le lit du fleuve au début de 1542 permirent d'arrêter le plan de l'ouvrage, le bail à besogne de la première pile fut passé le 1<sup>er</sup> septembre 1543, et la première pierre posée par le premier président de Mansencal le 8 janvier 1544, en présence de « toutes les paroisses et tous les couvents de la ville venus en procession » ; les participants à la cérémonie ne se doutaient vraisemblablement pas qu'il faudrait près d'un siècle pour venir à bout de l'entreprise !

Le chantier du pont Neuf fut en effet un chantier à tous égards exceptionnel, auquel participèrent les meilleurs maîtres *massonniers* de la Renaissance toulousaine — Nicolas Bachelier et son fils Dominique, Laurent Clary, Louis Privat, Jean Rancy —, relayés à partir de 1597 par quelques-uns des plus célèbres ingénieurs et architectes du royaume, Pierre Souffron, Louis de Foix, Jacques Lemercier, le jeune François Mansart. Sous leur direction s'activèrent des milliers d'ouvriers appartenant à de nombreux corps de métiers : maçons, tailleurs de pierres, charpentiers, tuiliers, bateliers, charretiers... D'impressionnantes quantités de matériaux durent être acheminées à pied d'œuvre ou produites sur place : le bois de chêne et de sapin descendu par flottage des forêts du Comminges et du Couserans, les blocs de calcaire transportés sur des radeaux depuis les Petites-Pyrénées, et surtout les briques, fabriquées par centaines de milliers dans une tuilerie spécialement établie hors de la porte de Muret (la deuxième pile en a absorbé 244 000, la quatrième 336 000). Tout cela coûtait évidemment fort cher, et très vite le financement prévu à l'origine se révéla insuffisant, obligeant les capitouls à solliciter du roi l'autorisation de créer de nouvelles taxes : dès 1553 fut institué un droit de *pontonage* sur les marchandises arrivant à Toulouse par voie d'eau ou en passant les ponts, droit étendu en 1558, sous le nom de *commutation*, à toutes les marchandises entrant dans la ville. Mais ce sont principalement les obstacles techniques rencontrés par les constructeurs du pont Neuf qui en retardèrent l'achèvement.

Ils devaient en effet affronter un fleuve large et capricieux, au lit tapissé d'alluvions instables. Impossible en période de crue, le travail restait malaisé en période de débit moyen ou faible, malgré l'abaissement du plan d'eau obtenu par l'ouverture des vannes de la chaussée du Bazacle ; la progression même du chantier en aggravait les difficultés, les piles déjà en

place augmentant la force du courant. De longs tâtonnements furent nécessaires pour mettre au point la méthode des batardeaux pour la construction des piles. Formés de deux rangées parallèles de palplanches de bois de chêne enfoncées dans le lit du fleuve, dont l'intervalle était rempli d'argile pilée pour obtenir une enceinte étanche, ils étaient asséchés à l'aide de baquets, de pompes aspirantes en bois ou de norias à godets actionnées à bras d'hommes ou par des chevaux. On évacuait alors les sables et les graviers pour atteindre la *balme* de tuf calcaire, où étaient ancrées les fondations des piles. Celles-ci sont constituées d'un parement de pierres de taille, scellées par des crampons de fer recouverts de plomb fondu, englobant un agglomérat de briques et de mortier de chaux. Une fois les piles terminées, on put lancer les arches, édifiées au moyen de grands cintres de bois, et poser la chaussée.

D'autres raisons encore, telles que les fréquentes épidémies de peste et les troubles politiques et religieux qui affectèrent la ville de 1562 à 1596, expliquent la lenteur et le rythme chaotique des travaux, qui firent de ce « chantier du siècle » — l'un des plus importants du Midi à cette époque — le chantier d'un siècle. Tantôt il connaissait une activité fébrile, lorsque des centaines d'ouvriers s'affairaient jour et nuit, à la lueur des torches, pour élever les batardeaux et les bases des piles sous la menace permanente des infiltrations d'eau ; tantôt il semblait abandonné, la plus longue période d'interruption ayant duré treize ans (de 1584 à 1597). On commença par la première pile en partant de Saint-Cyprien (1544) ; puis furent réalisées la culée de la rive gauche (1553-1554), la deuxième pile (1554-1559), la quatrième (1558-1560), la troisième (1567-1575), la cinquième (1579-1584), la sixième (1597-1601), et la culée de la rive droite (1602-1605) ; la cinquième pile qui donnait des signes de faiblesse dut être refaite (1612-1616). La construction des voûtes s'étendit de 1614 à 1619 et de 1626 à 1632, date à laquelle le pont fut enfin ouvert à la circulation des véhicules ; les piétons pouvaient utiliser depuis 1606 une passerelle provisoire en bois. Quatre-vingt-huit années s'étaient écoulées depuis la pose de la première pierre, dont quarante de travail effectif, mais il fallait encore aménager les abords du nouvel ouvrage, prolongé sur la rive gauche par une rue rectiligne ouverte en 1637 jusqu'à la place du Chayredon (l'actuelle place Olivier), et sur la rive droite par une place rectangulaire dégagée de

1657 à 1688, tandis qu'un arc de triomphe monumental était édifié en 1642 à son extrémité du côté de Saint-Cyprien.

En dépit des vicissitudes de sa construction, et à la différence des ponts médiévaux qu'il remplaçait et dont les tabliers furent démolis après sa mise en service, le pont Neuf s'avéra d'une solidité destinée à devenir proverbiale. Grâce à ses dimensions imposantes (230 mètres de longueur, 20 mètres de largeur), à sa masse (près de 50 000 mètres cubes de maçonnerie) et à ses particularités architecturales (les avant-becs et les arrière-becs qui protègent les piles contre le courant et les remous, les « lunes » percées dans leurs parois pour réduire la pression de l'eau lors des crues), il a résisté à toutes les inondations même les plus violentes, comme la débâcle qui lors du « grand hiver » de 1709 emporta la chaussée du Bazacle. Bien que son achèvement appartienne à l'époque suivante et que plusieurs générations d'architectes et d'entrepreneurs s'y soient succédé, il constitue donc une des réalisations majeures de la Renaissance toulousaine, celle qui a marqué le paysage urbain de l'empreinte la plus forte : de la *Veüe particuliere de Toloze* gravée en 1642 par François Colignon à la *Vue du pont Neuf* peinte à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle par Pietro Bellotti, il figure désormais au centre de la plupart des représentations de la ville.

### *La grisaille du Grand Siècle*

Le « beau XVI<sup>e</sup> siècle » toulousain s'achève brusquement au début des années 1560. Le dynamisme économique et démographique dont la ville faisait preuve depuis plusieurs décennies se brise sur une série d'écueils de nature différente mais qui cumulent leurs effets : l'exacerbation de la peste, le déclenchement des guerres de Religion, et surtout le déclin du commerce du pastel, victime de spéculations imprudentes, d'une production trop abondante et de médiocre qualité, des difficultés du marché d'Anvers, son principal débouché, et de la concurrence naissante d'une teinture plus puissante et moins coûteuse, l'indigo venu des « Indes ». Certes l'effondrement de l'économie pastelière fut moins brutal qu'on ne l'a souvent dit, les expéditions vers les pays méditerranéens, par le port de Narbonne, compensant partiellement le recul de celles qui transitaient traditionnellement par Bordeaux

vers l'Europe du Nord. Mais le temps des fortunes éclatantes fondées sur « l'or bleu » est bien passé, et le retour de la paix civile à la fin des troubles religieux ne ramène pas l'exceptionnelle prospérité d'antan. Tout au long d'un XVII<sup>e</sup> siècle marqué par de graves crises de subsistances, de dramatiques épidémies de peste, l'alourdissement spectaculaire de la fiscalité royale et l'essoufflement des activités artisanales et commerciales, la population stagne ou recule et la majorité des habitants connaissent la misère, tandis que les élites, se détournant du grand négoce, se replient sur la terre, les professions judiciaires et le service du roi. Sur le plan urbanistique, le retournement de la conjoncture se traduit par la contraction des faubourgs et par un net ralentissement de la construction.

D'une certaine façon, la ferveur religieuse prend le relais de l'économie défaillante. Ayant violemment rejeté le protestantisme dès 1562, Toulouse s'affirme depuis la fin du XVI<sup>e</sup> siècle comme un des plus vigoureux foyers de la Contre-Réforme, où se multiplient les établissements religieux. Congrégations de toutes sortes, confréries, séminaires ont besoin de terrains, de locaux, de lieux de culte ; ils achètent, bâtissent, rénovent, décorent, et forment désormais la principale clientèle des architectes, des entrepreneurs et des artistes. Mais l'impact de la Contre-Réforme sur la physionomie urbaine fut moins déterminant qu'on n'aurait pu s'y attendre. Faute de moyens financiers, les chantiers traînent souvent en longueur : il fallut un quart de siècle aux Carmélites pour achever leur chapelle, pourtant de petite dimension (1622-1647). Les nouveaux édifices sont pour la plupart de proportions modestes et leurs clochers, peu élevés, ne peuvent rivaliser avec ceux des périodes précédentes. A l'exception de la chapelle des Pénitents bleus, dont le double mouvement des murs courbes révèle le plan original, jouant sur l'ovale et le cercle, conçu par Pierre Levesville, ils présentent une architecture banale (chapelles rectangulaires, comme celles des autres confréries de pénitents, églises à nef unique avec chapelles latérales, comme chez les Chartreux ou les Carmes déchaussés) et une apparence extérieure dépouillée, le luxe et la profusion décorative ne s'exprimant qu'à l'intérieur ; si bien qu'en dépit de l'intensité de sa vie religieuse et artistique au XVII<sup>e</sup> siècle, Toulouse, qui avait été une ville romane, puis une ville gothique et renaissante, ne

sera pas une ville baroque. Par ailleurs, l'invasion de son territoire par les couvents a des conséquences négatives sur l'aménagement urbain, en stérilisant une bonne part des espaces constructibles et en entraînant la formation de quartiers peu animés, aux rues bordées de murs aveugles. Installés en 1569 près de la porte du Bazacle, les Chartreux offrent l'exemple le plus frappant de cette colonisation monacale : de 1571 à 1617, ils constituèrent progressivement un immense enclos d'une dizaine d'hectares — le plus grand moulon de la ville —, là où se pressaient auparavant une centaine de petites maisons.

Il serait fastidieux d'énumérer tous les édifices religieux bâtis au XVII<sup>e</sup> siècle. Les plus nombreux se trouvent dans le Bourg, dont ils contribuent à renforcer le caractère de quartier ecclésiastique, comme les couvents des Chartreux (1602), des Dames noires (1603), des Capucins (1615), des Carmélites (1617), des Tiercerettes (1625), des Visitandines (1649), la chapelle des Pénitents gris (1609), la maison des Filles de l'Enfance (1662). Le faubourg Saint-Cyprien se garnit également d'établissements monastiques, comme les couvents des Feuillantines (1600), des Feuillants (1621), des Dames maltaises (1624). La Cité, où l'espace disponible est plus chichement mesuré, voit néanmoins s'élever les couvents des Ursulines (1605), des Filles de Notre-Dame (1636), des Petits Augustins (1655), les chapelles des Pénitents blancs (1614), des Pénitents bleus (1622) et des Pénitents noirs (1645), le noviciat (1592) et la maison professe des Jésuites (1621), la commanderie de Saint-Antoine du T (1690), et se reconstruire le monastère des Clarisses du Salin (1622) et le prieuré des Bénédictins de la Daurade (après 1650). Enfin, le couvent des Carmes déchaussés est édifié au faubourg Saint-Michel (1623), et le séminaire de Caraman rebâti au faubourg Saint-Étienne (1675).

L'architecture civile porte également la marque de la puissance du clergé, puisque plusieurs des principaux hôtels particuliers de la période sont construits ou reconstruits à l'initiative de dignitaires de l'Église : l'hôtel de Lestang pour l'évêque de Lodève Christophe de Lestang en 1595, l'hôtel Saint-Jean pour le grand prieur de l'ordre de Malte Paul-Antoine de Robin-Graveson en 1668, le palais archiépiscopal pour Mgr Jean-Baptiste-Michel Colbert en 1693. Les autres grandes maisons privées, dont le nombre diminue après 1630,

sont dues à des marchands, comme Pierre Comère (vers 1612), et surtout à des magistrats du Parlement : les trois édifices que l'étudiant Léon Godefroy, dans son *Ample description de la ville de Tolose* (1638), juge dignes de figurer auprès des chefs-d'œuvre de la Renaissance appartiennent au premier président François de Clari (qui transforma profondément l'hôtel de Bagis à partir de 1609), au premier président Gilles Le Mazuyer (vers 1620) et au président Jean-Georges de Caulet (vers 1630). Ces hôtels se distinguent de ceux du siècle précédent par une conception plus simple et moins inventive. Si l'on excepte la façade monumentale, toute en pierre de taille et richement ornée, élevée par Souffron de 1610 à 1616 pour le premier président de Clari — que la rumeur publique accusa d'avoir détourné des matériaux destinés au pont Neuf et dont la demeure fut bientôt surnommée l'*oustal de Peiro*, l'hôtel de Pierre —, la décoration extérieure se fait plus austère, renonçant parfois entièrement à la pierre au profit de la brique comme à l'hôtel du conseiller Henri de Reich de Pennautier (1650). Quant au parti architectural adopté par les maîtres d'œuvre, il subit encore l'influence de l'Italie, éclatante à l'hôtel Saint-Jean dessiné par Jean-Pierre Rivalz comme un palais romain, mais s'aligne de plus en plus sur les modèles venus de la capitale et de Versailles : au milieu du siècle s'impose la formule de l'hôtel entre cour et jardin, et à l'orée du siècle suivant le nouvel archevêché construit par Charles d'Aviler et Nicolas Buterne consacre le triomphe du goût classique parisien.

La récession du xvii<sup>e</sup> siècle n'épargne pas les travaux publics. Tandis que se poursuit lentement l'achèvement du pont Neuf et de ses accès (1597-1688), les capitouls concentrent leurs efforts sur l'Hôtel de ville. Ils font d'abord réparer les dégâts qu'il avait subis lorsque les protestants s'en étaient emparés en 1562 et percer une rue pour l'isoler des maisons particulières qui le bordaient encore à l'ouest, où s'élève désormais la façade principale (1568-1574). Entre 1602 et 1606, Souffron aménage la cour Henri IV, entourée de trois galeries transformées de 1674 à 1685 par Rivalz pour recevoir une série de peintures sur l'histoire de la ville et une collection de bustes de Toulousains illustres. Le 28 juillet 1676 est décidée « la démolition du moulon qui est au devant de l'Hôtel de ville... pour y avoir une place carrée, au milieu de laquelle sera mise l'effigie de notre invincible monarque »,

mais faute d'argent les projets de Rivalz pour une nouvelle façade restent dans les cartons et la statue équestre de Louis XIV par Marc Arcis à l'état de maquette (1685). En dehors de la Maison commune et du pont Neuf, les seuls chantiers publics de quelque importance concernent les hôpitaux : les bâtiments de l'hôpital général Saint-Joseph de la Grave sont édifiés entre 1661 et 1684 ; à l'Hôtel-Dieu Saint-Jacques, la suppression de la rue qui prolongeait le pont Couvert après la démolition de ce dernier permet de reconstruire d'un seul tenant l'aile longeant la Garonne (1674-1716), et une aile nouvelle destinée aux incurables est édiflée du côté de Saint-Cyprien (1702-1715).

### *L'urbanisme des Lumières*

Bien que les contemporains se soient souvent complu à déplorer le déclin et l'appauvrissement de la ville, le XVIII<sup>e</sup> siècle apparaît à Toulouse comme une période de prospérité. La capitale du Languedoc reste une métropole administrative et intellectuelle de premier plan, où affluent plaideurs et étudiants. Les progrès de la production agricole liés à la diffusion de la culture du maïs dans la région et l'essor du commerce des grains consécutif à l'ouverture du canal des Deux-Mers entraînent une hausse sensible de la rente foncière, sur laquelle repose principalement la richesse de la cité. Enfin celle-ci doit absorber un flux sans cesse croissant d'immigrants venus de campagnes surpeuplées, et voit le nombre de ses habitants augmenter de nouveau sur un rythme soutenu. Cette vigoureuse reprise économique et démographique se traduit par de profonds bouleversements de la morphologie urbaine : alors que les activités du bâtiment redémarrent dans les quartiers anciens — l'ingénieur de la ville évoque en 1753 « la quantité des maisons que l'on construit chaque jour » — et que les faubourgs connaissent une extension sans précédent, de grands travaux publics sont lancés, qui font de la deuxième moitié du siècle des Lumières, à l'instar de l'époque de la Renaissance, un des moments-clés de l'histoire de l'urbanisme toulousain.

Dans le domaine de la construction religieuse, où l'élan de la Contre-Réforme n'est plus qu'un souvenir, les chantiers se font plus rares et concernent surtout la transformation d'édi-

fices existants : le monastère de la Daurade, où les Bénédictins terminent les nouveaux bâtiments de leur prieuré, démolissent leur église (1761) et entreprennent de la reconstruire entièrement sur les plans de Philippe Hardy (1765), l'abbaye des Salenques, reconstruite en 1763, le séminaire diocésain, rebâti la même année après l'expulsion des Jésuites qui le dirigeaient ; commencée en 1758 par Jean Nelli, la nouvelle chapelle de l'hôpital de la Grave ne recevra son dôme qu'en 1844. Comme au temps du pastel, l'architecture civile privée est la principale bénéficiaire du dynamisme retrouvé. Elle est destinée à satisfaire les besoins de confort et le désir d'ostentation des Toulousains les plus riches, c'est-à-dire essentiellement des parlementaires, qui rénovent des édifices du siècle précédent, comme l'hôtel de Pennautier mis au goût du jour par le procureur général Riquet de Bonrepos (1754), ou se font construire de belles demeures neuves, comme les hôtels de Nupces (1716), de Castanier d'Auriac (1735), de Lafage (1749), de Puivert (1755), de Bonfontan (1767). Situés pour la plupart dans le quartier noble, entre la cathédrale et le Parlement, ces hôtels sont bâtis selon les règles les plus classiques, enseignées depuis 1750 à l'Académie royale de Peinture, Sculpture et Architecture par des professeurs comme Hyacinthe Labat de Savignac, à qui sont attribués les plans des hôtels d'Espie (1750), de Puivert et de Bonfontan.

Jusqu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, les faubourgs étaient passés par une alternance de phases de dilatation et de rétraction, au gré de la conjoncture économique et démographique. Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, ils entrent dans une ère d'expansion continue. Dans cette mutation, la construction du « canal de communication des deux mers Océane et Méditerranée », ou « canal royal de Languedoc » — notre canal du Midi —, ouvert à la navigation entre Toulouse et Sète en 1681, joue un rôle essentiel. Indirectement d'abord, en donnant une forte impulsion à l'activité commerciale de la ville et donc à son pouvoir d'attraction sur une population de plus en plus nombreuse dont une partie ne peut se loger à l'intérieur des remparts. Mais aussi plus directement, en créant, entre la nouvelle voie d'eau et l'enceinte, un espace intermédiaire propice à l'urbanisation. Ce phénomène est particulièrement net à l'est de la Cité, là où le tracé du canal se rapproche le plus de ses murs : entre la porte Saint-Étienne et le port du

même nom, aménagé en 1708, se fixe un pôle d'activité commerciale, voué notamment au négoce des grains, autour duquel se développent les faubourgs Saint-Étienne, Saint-Sauveur et Saint-Aubin. L'influence du canal se fait également sentir, quoique à un moindre degré, sur les faubourgs Arnaud-Bernard et Matabiau, au nord, et sur le faubourg Saint-Michel, au sud. Ce dernier, qui était déjà le plus étendu au xvii<sup>e</sup> siècle, bénéficie de l'intense trafic de roulage qui s'établit entre le port Garaud, où sont débarquées les marchandises provenant du cours supérieur de la Garonne, et le port Saint-Étienne ; si bien qu'en 1780 l'église Saint-Michel, jusque-là simple annexe de la cathédrale, peut être érigée en église paroissiale autonome.

La croissance suburbaine de la ville se lit clairement sur les plans dressés dans les dernières années de l'Ancien Régime, dont les titres mêmes évoquent son expansion : *Plan topographique de la ville de Toulouse et de ses environs*, par Dupain-Triel et De La Lande (1772) ; *Plan de la ville et des faubourgs de Toulouse*, par Chalmandrier (1774) ; *Plan de la ville de Toulouse et de ses environs, avec les changemens et augmentations faites dans cette ville jusqu'en 1789*, par Dezauche (1789). On y observe aussi l'avancement des grands travaux d'urbanisme volontaire qui, tout autant que le développement spontané de la cité, sont en train de modifier profondément la forme de la ville.

Prenant conscience des inconvénients et des dangers que présentait une configuration urbaine qui n'avait pas fondamentalement changé depuis le Moyen Âge — dégradation de l'habitat, engorgement des rues, absence de places et de promenades dignes de ce nom, insalubrité, risques d'incendie et d'épidémies —, les hommes des Lumières entreprennent de la remodeler en concevant de vastes plans concertés, visant à rendre les villes plus agréables, plus sûres mais aussi plus prospères. Toulouse n'échappe pas au mouvement général. Dès 1748, l'intendant Le Nain avait demandé à François-Philippe-Antoine de Garipuy, directeur des travaux publics de la sénéchaussée, de lui soumettre « un projet des embellissements qu'il conviendrait de faire à la ville de Toulouse ». Leur coût, estimé à plus de deux millions de livres, fit d'abord reculer les autorités, mais les élites locales n'étaient pas disposées à y renoncer. En 1752 Louis de Mondran, beau-frère de Garipuy, lut à l'Académie de Peinture un *Projet pour le*

*commerce et pour les embellissemens de Toulouse* qui fut imprimé en 1754 et connu un grand retentissement. Il y exposait un ambitieux programme d'urbanisme et de développement économique, l'un n'allant pas sans l'autre à ses yeux : « Qu'on élève des fontaines publiques, qu'on aligne les rues, qu'on rebâtitte dans le meilleur goût les portes de la ville, le Palais, le Capitole, le tribunal du Présidial... Qu'on fasse des quais, des ports, des promenades... Voilà tous les arts occupés pour longtemps. La ville changera bientôt de face... L'amour du travail y renaîtra, un grand commerce s'y établira, l'opulence y entrera. » Pour embellir Toulouse, il proposait notamment d'élargir les principales places et de créer à l'extérieur des remparts un ensemble de promenades et un jardin public. Pour stimuler le commerce, il préconisait de faciliter la navigation en dotant d'écluses les chaussées du Bazacle et du Château, en construisant un quai et deux ports sur la rive droite de la Garonne et en creusant un canal de jonction entre le fleuve et le canal des Deux-Mers. Toutes ses suggestions n'ont pas été suivies d'effet, et sans doute faut-il parfois s'en féliciter : ne souhaitait-il pas reconstruire « dans un meilleur goût », c'est-à-dire dans le style classique, les façades et les portails des églises médiévales dont il voulait faire oublier « l'ordre gothique » ? Mais ce sont bien ses idées qui ont guidé les grands travaux d'édilité et de prestige lancés à partir du milieu du siècle.

Dans une ville dépourvue d'intendant, ces travaux ont été menés à l'initiative de la municipalité et des États de Languedoc, qui ont assuré l'essentiel de leur financement. Bénéficiant du soutien du gouvernement royal et de ses représentants dans la province, ils se sont heurtés aux réticences du Parlement, toujours prêt à contrecarrer les entreprises des pouvoirs rivaux, et à la résistance de certains propriétaires comme les Bénédictins de la Daurade, privés par la construction des quais du jardin dont ils disposaient au bord de la Garonne. Mais ces divers obstacles, s'ils ont ralenti l'exécution et entraîné l'abandon de certains éléments du programme élaboré par Mondran, n'ont pu empêcher qu'il soit en grande partie réalisé. Les opérations les plus significatives concernent quatre secteurs de l'agglomération : le quartier de l'Hôtel de ville, l'espace séparant la Cité du canal, la rive droite de la Garonne et le faubourg Saint-Cyprien.

Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, la Maison commune n'est encore

qu'un conglomérat de constructions disparates, édifiées ou aménagées à des époques différentes ; elle est mal distinguée des maisons voisines, dont ne la séparent que d'étroites ruelles, et passablement délabrée. Les délibérations municipales évoquent fréquemment les réparations indispensables, mais sans grand résultat. A partir de 1728, on parle à nouveau, comme un demi-siècle plus tôt, de « bâtir à neuf » la façade occidentale et de créer une place « où on puisse placer avec la dignité requise la statue équestre du roi ». Mais les capitouls sont maintenant résolus à passer aux actes, et l'amélioration de la conjoncture économique leur en donne les moyens. Conformément à leur délibération du 11 août 1730, ils achètent et font démolir sept moulons pour dégager la place Royale, ou place du Capitole (qui toutefois n'atteindra ses dimensions actuelles qu'au milieu du *xix<sup>e</sup>* siècle et ne recevra jamais l'effigie du roi), et demandent à l'architecte de la ville Guillaume Cammas de dessiner une façade monumentale, plaquée sur les bâtiments existants partiellement transformés par la construction de la salle de spectacle en 1737. Les plans définitifs sont adoptés le 15 mai 1750, et la première pierre de la nouvelle façade posée le 26 août suivant ; elle sera terminée en 1760. La capitale du Languedoc possède désormais en son centre une place relativement spacieuse — quoique toujours de forme irrégulière —, bordée par un édifice majestueux, digne de la prééminence que revendiquent ses édiles.

A la fin du *xvii<sup>e</sup>* siècle, le plan de Jouvin de Rochefort mentionne deux promenades publiques : la « promenade du Cours », au pied des remparts, entre la porte Saint-Étienne et la porte Montgaillard, et « le cours dit le quai des Ormes », sur la rive gauche de la Garonne, entre le pont Neuf et la porte de Muret. Ce n'était pas suffisant pour satisfaire le goût croissant de la population pour les activités de plein air et la verdure. Mondran a raconté comment, étant allé se promener un matin de l'été 1751 sur la motte de terre, appelée la Terrasse ou l'Esplanade, élevée au *xvi<sup>e</sup>* siècle devant la porte Montoulieu pour en assurer la défense, il fut « obligé de décamper » par l'absence d'ombre : « Cet inconvénient me fit venir l'idée d'une promenade. » Celle-ci fut créée, après nivellement du terrain, entre les murs de la ville (dont le duc de Richelieu, commandant en chef de la province, avait refusé la démolition) et le canal, au sud-est de la Cité. Autour

d'un terre-plein de forme ovale, mais que l'on prit très vite l'habitude de nommer le Grand Rond (ou le Boulingrin), rayonnent les six allées de l'Esplanade, rejoignant les portes Saint-Étienne, Montouliou (où se trouve l'entrée principale de la promenade) et Narbonnaise, le chemin de Montaudran et le canal. L'ensemble est complété par un jardin à la française situé entre le Grand Rond et la porte Montgaillard, le jardin Royal. Les travaux menés jusqu'en 1754 sous la direction de Garipuy ne permirent pas de concrétiser tous les projets de Mondran, qui avait envisagé de reconstruire les portes de l'enceinte, de border les allées de maisons uniformes, de creuser des bassins sur le canal et de prolonger l'Esplanade jusqu'à la Garonne ; mais ils offrirent aux Toulousains un cadre de verdure propice à la flânerie et aux fêtes, formant une agréable transition entre la ville et la campagne.

Si la recherche du prestige a motivé la reconstruction de la façade du Capitole, et celle de l'agrément la création de l'Esplanade, ce sont principalement des considérations d'ordre économique qui ont poussé les États de Languedoc à entreprendre d'importants travaux d'aménagement de la rive droite de la Garonne. Il s'agissait moins de protéger le centre de la ville contre les inondations (qui menaçaient surtout le faubourg Saint-Michel, l'île de Tounis et le faubourg Saint-Cyprien) que d'« augmenter la facilité du commerce par la navigation ». C'est pourquoi les plans dressés par Joseph-Marie de Saget, qui avait succédé à Garipuy à la direction des travaux publics de la sénéchaussée, comprennent non seulement des quais monumentaux se déployant sur près d'un kilomètre entre le pont Neuf et le Bazacle, mais aussi deux ports fluviaux, les ports de la Daurade et de Bidou (ou Saint-Pierre), et un canal de jonction avec le canal royal destiné à permettre aux bateaux de contourner la chaussée du Bazacle. La construction des quais et des ports fut menée à bien de 1766 à 1786, et le canal, dont la première pierre avait été posée le 17 octobre 1770 par l'archevêque de Toulouse Étienne-Charles de Loménie de Brienne, qui lui donna son nom, mis en eau en avril 1776. Par contre, les immeubles à façade régulière qui devaient s'élever le long des quais n'ont pas été terminés, et le palais de la Bourse des marchands prévu sur le port de la Daurade ne fut jamais construit.

Tandis que la rive droite de la Garonne en aval du pont

Neuf subissait une mutation spectaculaire, sur la rive gauche le faubourg Saint-Cyprien faisait également l'objet de travaux considérables, engagés conjointement par la ville et par la province qui en confièrent la direction à Saget. Ils visaient d'abord à mettre le faubourg à l'abri des crues : l'ancien quai des Ormes, édifié au début du xvii<sup>e</sup> siècle, fut remplacé par une digue plus haute et plus large, portant un cours qui prit le nom de l'archevêque Arthur-Richard Dillon (1759-1765), et un mur de protection élevé entre l'Hôtel-Dieu et l'hôpital de la Grave, de part et d'autre d'un port semi-circulaire, le port Saint-Cyprien, muni d'une porte pouvant être fermée en cas de montée des eaux (1779-1788). Il fallait aussi supprimer le goulot d'étranglement que représentait, pour le trafic entre Toulouse et la Gascogne, l'étroite rue Réclusane conduisant de la place du Chayredon à la porte de l'Isle : la voie rectiligne percée au xvii<sup>e</sup> siècle dans l'axe du pont Neuf fut poursuivie jusqu'au rempart, et une porte nouvelle, la porte Saint-Cyprien, ouverte dans ce dernier (1777-1782) ; mais la Révolution interrompit la construction des immeubles à façade uniforme qui devaient border la rue et les deux places, intérieure et extérieure, aménagées de part et d'autre de la porte. En liaison avec ces travaux, la portion de rempart située entre la porte Saint-Cyprien et la porte de Muret avait été rasée dès 1775 pour faire place à une allée plantée d'arbres que l'on travaillait en 1789 à prolonger jusqu'au fleuve ; le plan de Dezauche indique que cette « allée de Garonne » était aussi appelée « le *Ballouart* », c'est-à-dire le Boulevard (ce sont les allées Charles-de-Fitte actuelles). Après la démolition de la porte de Muret, l'entrée du cours Dillon fut dotée d'une grille en fer forgé (1785) comparable à celle qui fermait la porte Saint-Cyprien.

Les principes directeurs de l'urbanisme des Lumières — protéger la ville contre les fléaux qui la menacent, favoriser son développement économique en facilitant la circulation des hommes et des marchandises, embellir son apparence et améliorer la qualité de la vie de ses habitants — ont donc trouvé dans le remodelage du faubourg Saint-Cyprien un champ d'application exemplaire. Ils inspirent bien d'autres réalisations plus modestes, mais répondant également à un double souci utilitaire et esthétique : élargissement et alignement de rues, suppression ou déplacement d'obstacles encombrant la voirie (le puits et la croix de la place Mage en

1752), création de places (la place Dauphine, aujourd'hui place Dupuy, au centre du faubourg Saint-Étienne en 1780), interventions sur les remparts (réfection de la porte Montgaillard en 1747, démolition de la porte Villeneuve en 1783), reconstruction des ponts des Minimes et Saint-Sauveur sur le canal royal (1763, 1778) et construction des ponts Jumeaux à sa jonction avec le canal de Brienne (1776), mise en place de sculptures monumentales comme le bas-relief des ponts Jumeaux (1775) et les statues de la porte Saint-Cyprien (1788), commandés par la province à François Lucas.

Sans doute les ambitieux programmes conçus au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle par Mondran, Garipuy et Saget, ralentis par les difficultés économiques des dernières années de l'Ancien Régime et abandonnés au début de la Révolution, sont-ils demeurés inachevés ; sans doute ne concernent-ils pour l'essentiel que les marges de l'agglomération, dont ils ont respecté la structure héritée du Moyen Âge ; mais la physionomie urbaine de Toulouse leur doit quelques-uns de ses traits les plus caractéristiques, et notamment le grandiose panorama de sa façade fluviale, entre le pont Neuf et la chaussée du Bazacle.

## PORTRAIT DE LA VILLE À LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME

### *Le gardiage*

Alors qu'ils se trouvent encore en pleine campagne, à plusieurs kilomètres des portes de la ville, les voyageurs qui approchent de Toulouse ont déjà pénétré sur le territoire communal. L'autorité des capitouls s'exerce en effet sur une vaste banlieue, délimitée en 1195 par une charte du comte Raymond VI, placée sous leur « garde » et appelée pour cette raison le *gardiage*, qui en dépit de son caractère rural fait donc partie intégrante de la cité.

S'étendant sur une quinzaine de kilomètres du nord au sud et une dizaine d'est en ouest, le gardiage recouvre une superficie de 11 820 hectares et offre une topographie variée. Traversé par plusieurs cours d'eau, la Garonne, ses petits affluents le Touch et l'Hers, le canal des Deux-Mers et le canal de Brienne, il est pour l'essentiel occupé par la plaine de la Garonne mais comprend aussi, à l'ouest, la première

terrasse de celle-ci, plus élevée d'une dizaine de mètres, et, à l'est, les collines de Guilheméry et de Pech-David, qui la dominent d'une centaine de mètres. Ces différents terroirs, presque entièrement déboisés à l'exception des *ramiers* inondables formés par les alluvions sur les bords du fleuve, sont intensément exploités ; la proximité de la ville s'y traduit aussi par la densité des voies de communication, grandes routes et chemins ruraux, et des équipements industriels et commerciaux, tels que moulins à eau ou à vent, tuileries et auberges.

Le gardiage est donc fortement peuplé. On y trouve une dizaine de petites communautés villageoises, dépourvues d'institutions municipales puisqu'elles relèvent de la juridiction des capitouls, mais dont les principales forment des paroisses indépendantes : Montaudran, Saint-Martin du Touch, Pouvoirville, Lalande, Croix-Daurade et Saint-Simon, les quatre dernières érigées entre 1765 et 1775 et dotées d'églises construites par les architectes de la ville Hardy et Jacques-Pascal Virebent. Entre ces noyaux villageois, l'espace rural est parsemé de *bordes*, métairies appartenant à des propriétaires toulousains, et de maisons des champs au nom évocateur : Bellevue, Bon Plaisir, Monplaisir... Dès le milieu du xvii<sup>e</sup> siècle un voyageur originaire de Strasbourg, Élie Brackenhoffer, avait noté que la « belle campagne » toulousaine était « pleine de demeures aristocratiques, de jardins et de maisons de plaisance ». A la fin de l'Ancien Régime une cinquantaine de ces domaines, constitués de maisons de maître, de « folies » ou de véritables châteaux entourés de jardins, de parcs et de terres agricoles, servent de lieux de villégiature estivale à la bonne société de la ville. Celle-ci recherche particulièrement les emplacements pourvus de sources et d'ombrages et offrant un panorama étendu, tels que le coteau de Guilheméry (domaine de Cambon, aujourd'hui le Caousou) et surtout le rebord de la terrasse de la Garonne (châteaux d'Ancely, Purpan, Lardenne, La Céprière, Le Mirail, Reynerie, La Mounède).

*Les faubourgs suburbains*

Si à la fin du Moyen Âge les voyageurs arrivant à Toulouse passaient sans transition de la campagne à la ville, dont les murs se dressaient au milieu des jardins et des champs, au XVIII<sup>e</sup> siècle ils doivent d'abord traverser les faubourgs qui se sont développés à l'extérieur des portes de l'enceinte, le long des routes et des chemins peu à peu changés en rues. Mais ils ne forment pas encore une ceinture continue, et les plans de l'époque distinguent clairement le faubourg Saint-Michel au sud, l'ensemble réunissant les faubourgs Saint-Étienne, Saint-Sauveur et Saint-Aubin à l'est, les faubourgs Matabiau et Arnaud-Bernard au nord, le faubourg Saint-Cyprien hors les murs à l'ouest.

Composé surtout de petites constructions basses de briques ou de torchis, l'habitat y comprend aussi des maisons bourgeoises et quelques beaux domaines aristocratiques comme Frescati, près de la porte Montgaillard, propriété du constructeur du canal des Deux-Mers Pierre-Paul Riquet. Des activités diversifiées s'y exercent : l'agriculture est représentée par de nombreux jardins, vergers et pépinières, clos de murs de terre sèche et arrosés à l'aide de « puits à roue » (norias) ; le commerce, par les entrepôts des marchands de bois et de matériaux de construction du port Garaud, les magasins des marchands de grains regroupés près du port Saint-Étienne, les auberges et cabarets placés le long des routes ; l'industrie, par quelques tuileries et manufactures et par des établissements dangereux comme le moulin à poudre du ramier du Château et le magasin à poudre du faubourg Matabiau. La physionomie des faubourgs porte également l'empreinte de l'Église, avec les couvents des Récollets (qui avaient succédé en 1602 aux Franciscains de l'Observance), des Carmes déchaussés et des Minimes, les chapelles Saint-Sauveur, Saint-Aubin, Sainte-Catherine, l'église Saint-Michel, et plus modestement celle de l'urbanisme du XVIII<sup>e</sup> siècle dont la principale réalisation est la place Dauphine, plantée d'ormes et ornée d'une fontaine figurant deux tritons et un enfant chevauchant un dauphin.

*Les remparts*

Jusqu'aux dernières années de l'Ancien Régime, Toulouse s'enorgueillit de l'enceinte fortifiée, longue d'environ six kilomètres, flanquée de tours et percée de nombreuses portes, qui assure sa défense et symbolise son statut de « bonne ville ». Datant d'époques diverses, de la deuxième moitié du XIV<sup>e</sup> siècle au premier tiers du XVI<sup>e</sup>, elle présente pourtant une réelle unité architecturale due à l'emploi presque exclusif de la brique. Garnis de créneaux et de mâchicoulis, les murs ont plus de deux mètres d'épaisseur à la base et s'élèvent à environ neuf mètres au-dessus des fossés. Ils sont scandés par une trentaine de tours circulaires, surmontées d'un chemin de ronde et couvertes de toits de tuiles, dont les plus imposantes sont les plus récentes, celles du faubourg Saint-Cyprien. A l'extérieur, les remparts surplombent des fossés qui, sans être de véritables douves, sont partiellement remplis d'eau provenant de la Garonne ou de petits ruisseaux comme le Sauzat, descendu du coteau de Pech-David en longeant la rue dite, dès le XVII<sup>e</sup> siècle, des Trente-Six-Ponts ; du côté de la ville, à l'exception de la section comprise entre la porte Narbonnaise et la porte Montgaillard, ils sont bordés par des voies de passage internes appelées *escoussières*.

L'ancienne porte Sardane n'ayant pas été rétablie lors de la reconstruction de l'enceinte à partir de 1346, celle-ci ne compte plus que treize portes. Parfois protégées par un *baloart* (bastion ou barbacane), précédées par un pont franchissant le fossé, elles sont ménagées dans des tours carrées ou rectangulaires couronnées de mâchicoulis et de toits en pavillons ; formées de deux vantaux de bois renforcés par des clous et des barres de fer, elles sont munies d'une herse. Toutes ne sont pas ouvertes à la circulation : la porte Villeneuve, dite « du Ministre » parce que le temple protestant se trouvait à proximité, a été condamnée après l'expulsion des huguenots en 1562, et le plan de Jouvin de Rochefort indique que les portes Lascrosses et Pouzonville sont également « murées ». Les autres, gardées par les portiers de la ville qui surveillent le passage des hommes et par les commis des octrois chargés de percevoir les droits sur les marchandises, sont ouvertes pendant la journée mais fermées la nuit.

Les voyageurs de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle ou du début du XVII<sup>e</sup>,

tels le Rochelais Jacques Esprinard (1598), le Bâlois Thomas Platter (1599) ou l'Allemand Abraham Gölnitz (vers 1630), insistent sur l'importance de l'appareil défensif de Toulouse qui en faisait, selon Esprinard, « une des plus fortes villes de guerre qui sont en France ». Mais au XVIII<sup>e</sup> siècle les fortifications — qui depuis la fin du Moyen Âge n'ont jamais eu à résister à un assaut ou à soutenir un siège — ont perdu toute valeur militaire et apparaissent désormais comme une charge pour les finances de la ville et un obstacle à son développement économique et urbanistique. N'ayant pu obtenir du commandant de la province leur destruction totale, les capitouls cessent de les entretenir et tentent de les utiliser à des fins civiles. Des pans de murailles s'effondrent et les brèches ne sont pas réparées, au risque de favoriser la contrebande que dénoncent en vain les fermiers de l'octroi. Maisons et jardins s'adossent aux remparts, en contravention avec des règlements tombés en désuétude. Les fossés, en grande partie asséchés, sont plantés d'ormes pour la promenade ou de mûriers pour l'élevage des vers à soie. Les tours sont concédées à des particuliers ou à des institutions : à l'exécuteur de la haute justice, pour son logement (tour du Bourreau, à la porte Lascrosses) ; au corps des chirurgiens, pour servir d'amphithéâtre (tour de l'Anatomie, près de la porte Villeneuve) ; à la corporation des maîtres chandeliers, pour y fondre le suif destiné aux chandelles des lanternes publiques (tour de la Fondaison, près de la porte Saint-Étienne) ; au commissaire de l'artillerie, poudres et salpêtres, pour y entreposer la poudre (tour de la Poudre, près de la porte Matabiau) ; au directeur de l'Académie d'équitation, pour y stocker du fourrage (près de la porte Montgailard) ; à la Société des Sciences, pour y établir un observatoire d'astronomie (près de la porte Neuve). Enfin, conformément aux propositions des urbanistes et notamment de Mondran, qui jugeait les portes de la ville « vilaines » et « incommodes », plusieurs ouvrages défensifs sont démolis afin de faciliter la circulation ou d'aménager des places et des promenades : les *ravelins* des portes Arnaud-Bernard et Montoulieu, les portes de Muret, de l'Isle et Villeneuve, les courtines et les tours situées entre la porte de Muret et la nouvelle porte Saint-Cyprien. A la veille de la Révolution, les remparts de Toulouse n'offrent donc plus qu'un lointain souvenir de son ancienne puissance militaire ; mais ils

concourent toujours à la définition de la ville et à la formation de la conscience urbaine de ses habitants.

### *Les rues*

Jusqu'à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, les voyageurs qui après avoir franchi une des portes de Toulouse découvrent ses rues en retirent généralement une impression favorable : pour Esprinchar, « la beauté de cette ville consiste principalement en ce que toutes les rues sont d'une belle largeur égale » ; Platter et Godefroy les trouvent « larges et longues », l'intendant Basville « larges et belles ». Mais au siècle suivant les jugements se font plus sévères : Garipuy déplore qu'elles soient « d'une largeur très inégale et souvent fort étroites dans les endroits les plus fréquentés ». Les rues toulousaines de l'époque moderne présentent en effet un aspect encore médiéval : elles sont sinueuses, étroites (leur largeur moyenne n'excède pas six à huit mètres, et les voitures ont souvent du mal à tourner aux carrefours), de dimensions irrégulières entre des maisons mal alignées (la largeur de la Grand-Rue varie entre quatre et dix mètres). L'absence fréquente de pavage les rend poussiéreuses en été, boueuses en hiver, défoncées en toutes saisons. Les capitouls constatent en 1666 que « l'inégalité du pavé des rues et rupture d'icelui en plusieurs endroits causent de si grandes incommodités qu'on ne peut aller ni marcher qu'avec la dernière incommodité, et même que les charrettes et carrosses ne peuvent rouler sans danger de verser » ; mais le « pavement général » ordonné par Basville en 1688, pour lequel on dut faire venir des paveurs auvergnats car la profession n'était presque pas représentée à Toulouse, fut rapidement interrompu. Il n'est pas sûr que la population l'ait vraiment regretté, tant il était malaisé de marcher et de rouler sur les galets pointus de Garonne, simplement placés de champ sur une couche de sable et de gravier, qui servaient de pavés : « Cela est bien incommode pour les piétons et cahote beaucoup les voitures », déplore en 1785 un voyageur originaire de l'île Bourbon, Henri-Paulin Panon-Desbassayns, et en 1838 encore Stendhal se moquera de ces « petits cailloux gris noir de la forme d'un rognon à la brochette ».

A défaut d'être élargies, alignées et correctement revêtues

comme le souhaitaient les urbanistes des Lumières, les rues de Toulouse bénéficièrent de deux mesures destinées à les moderniser. Vers 1730 sont posées les premières plaques de pierre indiquant leur nom, à l'initiative de propriétaires de maisons d'angle ; en 1751, les capitouls y ajoutent près de 200 plaques de tôle, où le nom est peint en noir sur fond blanc ; mais les maisons n'ont toujours pas de numéro. Plus significative apparaît l'introduction de l'éclairage nocturne, inexistant jusqu'à ce qu'un édit royal de juin 1697 prescrive « qu'il soit incessamment procédé à l'établissement des lanternes publiques dans les principales villes du royaume conformément à la ville de Paris ». Dès l'année suivante, les capitouls en font acheter 500. Contenant une chandelle de suif à mèche de coton, elles sont suspendues à des potences de fer scellées aux murs ; une poulie permet de les monter et de les descendre, la corde nécessaire à la manœuvre étant attachée à une fenêtre ou enfermée dans une boîte fixée au mur. Bien que leur nombre ait été progressivement porté à plus de 700, Toulouse restait, de l'aveu même d'un capitoul en 1779, « très mal éclairée », en raison de la faible luminosité et de la brève durée des chandelles. Mais ce n'est qu'en 1783 que la municipalité obtint de l'intendant Saint-Priest l'autorisation de remplacer les lanternes par des réverbères à huile plus puissants ; une compagnie qui desservait déjà Paris et plusieurs villes de province en installa 492, qui procurèrent enfin aux principales rues et places un éclairage relativement efficace.

### *Matériaux et techniques de construction*

A la fin du Moyen Âge, la plupart des maisons particulières de Toulouse sont construites selon la technique du pan de bois. Leur armature est formée de poteaux et de poutres de chêne qui supportent les planchers et la toiture, et leurs murs constitués d'un *corondage* (forme occitane de colombage) de charpente dont les vides sont garnis soit d'un torchis d'argile crue mêlée de paille (corondage de *paillebart*), soit d'un remplissage de briques ou de matériaux de récupération liés au mortier (corondage de *massecanat*). Bien que prohibé par la réglementation municipale après l'incendie de 1463, ce mode de construction traditionnel resta longtemps en usage, surtout pour les habitations les plus modestes, parce que plus

rapide et plus économique que la maçonnerie : dans ses *Us et coutumes de la ville de Toulouse, avec des instructions pour connoître les matériaux et généralement tout ce qui concerne la bâtisse* (1753), le directeur des travaux publics de la ville Lebrun constate qu'une maison à pans de bois coûte trois fois moins cher qu'une maison de briques. Aussi l'emploi de celles-ci se limite-t-il souvent aux murs pignons, perpendiculaires à la rue, qui servent de pare-feux, et aux murs de refend, qui abritent les conduits de cheminées ; les murs de façade restent fidèles au corondage, dissimulé sous un enduit. En 1785 encore, les capitouls estiment qu'un tiers des maisons de la ville sont en bois. Mais dès le début du *xv<sup>e</sup>* siècle les corps de métiers du bâtiment connaissent une mutation révélatrice : le nombre des *fustiers* (charpentiers) et des *tortis-saires* (faiseurs de torchis) diminue, tandis qu'augmente celui des *massonniers* et des *teuliers* (fabricants de briques) ; dans les cortèges organisés en 1533 pour l'entrée solennelle de François I<sup>er</sup> défilent cinquante maçons et seulement dix charpentiers. C'est le signe que la brique, réservée jusque-là aux édifices religieux, aux monuments publics et aux demeures patriciennes, commence à conquérir la construction commune.

La brique est en effet le matériau toulousain par excellence, du fait de la situation de la ville dans une région — la plaine alluviale de la Garonne — dépourvue de pierre à bâtir mais riche en argile marneuse à éléments fins, se prêtant bien à la cuisson. De nombreuses briqueteries — on disait *tuileries* —, situées à proximité des carrières d'argile — ou *terriers* —, fonctionnent donc dans les faubourgs et le gardiage ; on en recense treize en 1783, dont les plus réputées sont celles des Sept-Deniers, des Récollets et de Saint-Martin du Touch. Elles sont soumises depuis 1495 à l'inspection du corps des maîtres maçons et des capitouls, qui veillent au respect des normes officielles (un moule étalon est déposé à l'Hôtel de ville). Utilisant des techniques directement héritées de l'Antiquité romaine, elles fabriquent une grande variété de *tuiles*, correspondant à des usages différenciés.

La *tuile plane*, dite *foraine*, c'est-à-dire marchande, a conservé à peu de chose près le format imposant de la brique romaine : trente-six à trente-huit centimètres de longueur, vingt-quatre à vingt-six centimètres de largeur, quatre à cinq centimètres d'épaisseur. Ses grandes dimensions et sa solidité, due à un haut degré de cuisson, en font un matériau de

- PARMENTIER (Antoine-Augustin), apothicaire-major de l'hôtel des Invalides, agronome : 206.  
 PASQUIER (Étienne), juriconsulte et historien : 364.  
 PATIN (Guy), médecin, écrivain : 341.  
 PAUL (saint) : 336.  
 PAVILLON (Nicolas), évêque d'Alet : 346.  
 PÉCARRÈRE, maître à écrire : 356.  
 PELLET, tuilier : 167.  
 PELLET-DESBARREAUX (Hippolyte), acteur : 251.  
 PENENT (Jean) : 12.  
 PERGOLÈSE (Jean-Baptiste), compositeur : 251.  
 PÉRIGORD (Gabriel-Marie de Talleyrand, comte de), commandant en chef du Languedoc : 307.  
 PHILIDOR (François-André Danican, dit), compositeur : 251.  
 PHILIPPE (saint), apôtre : 336.  
 PICCINNI (Niccolo), compositeur : 251.  
 PICOT DE LAPEYROUSE (Philippe), avocat général à la chambre des eaux et forêts, naturaliste : 386.  
 PICQUÉ (Jean-Pierre), étudiant en médecine : 130, 263, 296.  
 PIERRE (saint) : 329, 336.  
 PIJON, famille d'imprimeurs-libraires : 377.  
 PIJON (Bernard), imprimeur-libraire : 377.  
 PIJON (Jean-Arnaud-Honoré-Marie-Bernard), imprimeur-libraire : 377.  
 PIMBERT, adjoint au procureur du roi : 342.  
 PIN (Gilles), directeur général du canal des Deux-Mers, peintre : 49, 214, 257.  
 PINS (Jean de), conseiller clerk au Parlement, évêque de Rieux : 316, 386, 390.  
 PIRON (Alexis), auteur dramatique : 249.  
 PLATTER (Félix), étudiant bâlois : 337.  
 PLATTER (Thomas), étudiant bâlois : 38, 40, 48, 51, 80, 206, 262, 348, 369.  
 PÖLLNITZ (Charles-Louis, baron de), voyageur allemand : 293, 299, 372.  
 PONZ (Antoni), peintre espagnol : 48, 86, 297.  
 PORTAL (Jean), viguier : 317, 319.  
 POULHARIEZ DE LARÉOLE (Louis-Isidore de), conseiller au Parlement : 380.  
 PRIN, directeur de troupe de théâtre : 248, 251.  
 PRION (Pierre), secrétaire du marquis d'Aubais : 188, 265, 297, 300, 371.  
 PRIVAT (Louis), architecte : 22.  
 PROVENCE (Louis-Stanislas-Xavier, comte de) : 152, 270, 300.  
 PURPAN (Pons-François), professeur à la Faculté de médecine : 90, 135.  
 PUYMAURIN (Jean-Pierre-Casimir Narcassus de) : 152.  
 PUYMAURIN (Nicolas-Joseph Marcassus, baron de), manufacturier, syndic général de la province : 104, 373, 385, 388.  
 QUEYRATZ (Jacques de), professeur à la Faculté de droit : 381.  
 QUEYRATZ (Jean de), professeur à la Faculté de médecine : 90, 140-142.  
 RABAUDY (famille) : 98.  
 RABELAIS (François), écrivain : 316, 341, 379, 386.  
 RACINE (Jean), auteur dramatique : 251, 347.  
 RAMET (Henri) : 10.  
 RANCY (Jean), sculpteur et architecte : 22, 83, 183, 270.  
 RAYMOND (saint) : 267, 332.  
 RAYMOND IV, comte de Toulouse : 83.

- RAYMOND V, comte de Toulouse : 60.
- RAYMOND VI, comte de Toulouse : 35.
- RAYMOND VII, comte de Toulouse : 352.
- RAYMOND (Jean-Arnaud), architecte : 384.
- RAYNAL (Jean), procureur, capitoul : 69.
- RAYNAL (Jean), avocat, subdélégué, capitoul, historien : 82, 379, 391.
- RÉGINALD (Antoine), dominicain, professeur à la Faculté de théologie : 345.
- RÉGIS (Pierre-Sylvain), philosophe : 387.
- REGNARD (Jean-François), auteur dramatique : 251.
- REICH DE PENNAUTIER (Henri de), conseiller au Parlement : 27.
- REID (David), professeur à la Faculté de médecine : 90.
- RESSÉGUIER (famille) : 90, 98, 259.
- RESSÉGUIER (Angélique-Louise-Élisabeth de Chastenet de Puy-séjour, Mme de) : 240.
- RESSÉGUIER (Guillaume de), président au Parlement : 324.
- RESSÉGUIER (Louis-Emmanuel-Élisabeth de), procureur général du Parlement : 138, 171, 380, 382.
- REY DE SAINT-GÉRY (Clément-Jean-Augustin de), conseiller au Parlement : 171, 172.
- RIBEYRON (Louis), religieux de Saint-Guilhem-le-Désert : 145.
- RICHELIEU (Louis-François-Armand Du Plessis, duc de), commandant en chef du Languedoc : 32, 192, 248, 300.
- RIORDAN (Daniel), professeur à la Faculté de médecine : 90.
- RIQUET (Antoine-Jean-Louis de), président au Parlement : 385.
- RIQUET (Jean-Mathias de), président au Parlement : 171, 257.
- RIQUET (Pierre-Paul), directeur général des gabelles du Languedoc, constructeur du canal des Deux-Mers : 37, 55, 214, 257.
- RIQUET DE BONREPOS (Jean-Gabriel-Amable-Alexandre de), procureur général du Parlement : 29, 156, 171, 186, 189, 191, 258, 259, 281, 348, 385, 387.
- RIQUET DE BONREPOS (Marie-Catherine de Maupeou, Mme de) : 240.
- RIVALZ (Antoine), peintre de la ville : 83, 241, 388.
- RIVALZ (Jean-Pierre), peintre et architecte de la ville : 27, 28, 388.
- RIVALZ (Pierre), peintre de la ville : 83, 385.
- RIVES (baron de) : 320.
- ROBERT, famille d'imprimeurs-libraires : 377.
- ROBERT (Jean-Pierre), imprimeur : 377.
- ROBIN-GRAVESON (Paul-Antoine de), grand prieur de l'ordre de Malte : 26.
- ROCH (saint) : 144, 146.
- ROCHETTE (François), pasteur protestant : 148, 150, 343.
- ROCHETTE (Louis), dominicain, inquisiteur de la foi : 316.
- ROCOUS-CASTANET (Laurent de), marchand, capitoul : 283.
- ROCOUS DE SAINT-AMANS (Jean de) : 266.
- ROQUELAURE (Antoine de), chevalier de Malte : 349.
- ROUSSEAU (Jean-Jacques), écrivain, compositeur : 251, 373, 387.
- RUDÈLE (Jean de), vicaire général : 322, 333.
- RUDELLE (Jean de), chanoine de Saint-Étienne : 112.
- SAGE (Antoine), apothicaire : 385.
- SAGET (Charles-François de),